

Ramifications bruxelloises de Daesh

Les perquisitions et arrestations d'avant-hier à Bruxelles dans des milieux appartenant aux réseaux de Daesh en Europe ne sont pas liées aux attentats de Paris de novembre dernier.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le parquet fédéral qui ne souhaite pas, pour le moment, en dire davantage a, néanmoins, livré des pistes à la presse. Il s'agit de personnes chargées pour la plupart du recrutement pour Daesh. Plusieurs quartiers de

Bruxelles sont concernés par ces descentes policières. Molenbeek, d'où les descentes punitives sur Paris ont été planifiées, bien sûr, mais aussi Schaerbeek, Koekelberg et Etterbeek proche des institutions européennes.

La Belgique est, rappelons-le, sur les nerfs et en état d'alerte permanent depuis le 13 novembre 2015.

Accusé d'être un sanctuaire pour les terroristes, le royaume de Philippe et de la charmante Mathilde multiplie, depuis, les actions et les mesures pour prouver à l'Union européenne d'abord, aux Etats-Unis ensuite, et au reste du monde au final, qu'il est à la hauteur.

La Belgique, siège de l'essentiel des institutions euro-

péennes et celles de l'Alliance atlantique, capitale de l'UE, ne peut se permettre d'être prise en défaut dans la lutte antiterroriste.

Les dix personnes arrêtées ont été privées de leur liberté et emmenées pour être entendues par la division judiciaire fédérale de Liège. Les objets saisis (matériel informatique, téléphones portables, agendas d'adresses et contacts) sont en cours d'examen.

Le parquet estime que «dans l'intérêt de l'institution et de l'enquête», il ne souhaite pas communiquer davantage.

A. M.

ONU

Moscou alerte sur la situation tendue et catastrophique à la frontière syro-turque

La Russie exhorte la communauté internationale à s'occuper de la situation «tendue et catastrophique» sur les frontières entre la Turquie et la Syrie, ont rapporté hier des médias.

«La Communauté internationale et les mass médias mondiaux expriment leur inquiétude à l'égard de la situation humanitaire en Syrie mais ils méconnaissent ce qui se déroule sur les frontières turco-syriennes», s'est alarmé la porte-parole de la Diplomatie russe, Maria Zakharova.

«Une catastrophe humanitaire frappe cette région», a martelé M^{me} Zakharova, soulignant la nécessité «de se concentrer sur ce qui se déroule sur les frontières syro-turques».

La Turquie a affiché lundi sa détermination à poursuivre ses bombardements aériens contre des positions kurdes dans le nord de la Syrie malgré les appels internationaux à l'arrêt de ces raids qui risquent de compliquer encore davantage la recherche d'une solution politique au conflit syrien.

Damas dont les relations avec Ankara sont tendues en raison de



Ph. DR.

la crise qui secoue la Syrie depuis mars 2011, a condamné les bombardements turcs sur son sol, appelant l'ONU à agir. Il s'agit, selon le gouvernement syrien, de «crimes et attaques répétés de la Turquie à l'encontre du peuple syrien et l'intégrité territoriale de la Syrie».

La Russie, qui mène elle aussi des frappes aériennes depuis début février en soutien aux forces gouvernementales syriennes contre les groupes terroristes en Syrie notamment à Alep, a exprimé pour sa part sa «vive préoccupation» face aux bombardements turcs et dénoncé une «politique provocatrice» d'Ankara.

Près de cinq ans après le début du conflit qui a fait plus de 260.000 morts, selon des estimations, la situation humanitaire en Syrie s'est encore aggravée avec les derniers développements dans le nord qui ont provoqué l'exode de dizaines de milliers de personnes.

Des populations qui restent bloquées à la frontière turque, qu'Ankara refuse pour le moment d'ouvrir.

Par ailleurs, les efforts pour la lutte anti-terroriste qui contredisent les dispositions de la Charte et les principes du droit international seront voués à l'échec, a affirmé à New York le représentant permanent de la Syrie à l'ONU, Bachar

Jaafari, a rapporté l'agence syrienne Sana.

«Tout effort pour la lutte anti-terroriste sera voué à l'échec s'il contredit les dispositions de la Charte et les principes du droit international», a dit lundi M. Jaafari devant le Conseil de sécurité à l'occasion d'un débat sur le respect des objectifs et principes de la Charte de l'ONU comme condition essentielle du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Il a ainsi souligné la nécessité de «s'attacher aux principes du respect de la souveraineté des pays, de régler les conflits internationaux par les voies pacifiques, de ne pas intervenir dans les affaires intérieures et de développer les relations cordiales entre les Etats membres de l'organisation internationale».

M. Jaafari a également déploré que «les Nations-Unies soient toujours incapables d'adopter les mesures nécessaires pour appliquer de nombreuses résolutions internationales, notamment celles appelant à mettre fin à l'occupation israélienne du Golan syrien, des territoires palestiniens et d'autres au sud du Liban et d'obliger Israël

à arrêter ses politiques offensives à l'encontre des citoyens arabes».

Le diplomate syrien a ainsi appelé l'organisation internationale, qui a «vaincu le nazisme, le fascisme et le militarisme pendant la Seconde Guerre mondiale, à vaincre le terrorisme représenté par les réseaux terroristes, tels que le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daesh), le Front Nosra (affilié à al-Qaïda) se trouvant sur les territoires syriens».

Pour Bachar Jaafari, «une lutte efficace contre le terrorisme passe» par la formation d'une coalition internationale efficace dans le cadre de la légitimité internationale et avec la participation des pays concernés, à leur tête, la Syrie».

«La tentative de certains Etats membres de justifier leur intervention militaire en Syrie sous prétexte de la lutte anti-Daesh et sans aucune coordination avec le gouvernement syrien est une déformation des dispositions de la Charte des Nations-Unies», a-t-il jugé.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



Ceux qui méritent des excuses et ceux qui ne les méritent pas !

Urgent ! Dernière minute ! Ammar Saâdani nommé ambassadeur auprès de la ...

...RASD !

Un opposant marocain de gauche se rend à Alger pour le 40^e jour du défunt Aït-Ahmed. Il demande sur place à rencontrer Abdelaziz Bouteflika, Président de l'Algérie. Ce vieil opposant de la gauche marocaine révèle ensuite que le Raïs adoré de tous les Algériens s'est excusé de ne pouvoir le recevoir. Louisa Hanoune, Algérienne, leader de gauche, en compagnie de 15 autres personnalités de gauche, de droite, du centre, du salon ou du sous-sol, demandent à rencontrer le même Abdelaziz Bouteflika, Président de l'Algérie. Et là, rien ! Le gars ne dit pas oui. Ne dit pas non. Et surtout, il ne s'excuse pas de ne pas les recevoir, de refuser de rencontrer ce groupe de compatriotes qui voulait juste le voir, le palper. Un seul Marocain s'est vu remettre une réponse perso du châtelain. 16 Algériens attendent toujours un signe, un nuage de fumée sortant de la cheminée d'El-Mouradia, un bruissement de papillons, le jour, ou un envol de chauves-souris, le soir, indices de vie certaine au

Palais, mais non ! Walou ! Qu'est-ce qui fait que le Marocain reçoit une réponse et les Algériens, non ? D'ailleurs, y a-t-il seulement un lien entre ce « 1^{er} et 2^e collège de la réponse » et la nationalité des demandeurs ? Si un vieil opposant finlandais qui serait venu assister aux cérémonies du 40^e jour d'Aït-Ahmed avait formulé le vœu de rencontrer Abdekka, aurait-il eu une réponse rapide, comme ça a été le cas avec le Marocain ? Je ne sais pas ! Et s'il avait été français ? Je ne sais pas, non plus, partant du principe que lorsqu'il décide de répondre ou de ne pas répondre, Boutef' ne m'appelle pas sur ma ligne directe du *Soir d'Algérie*, ni d'ailleurs sur mon numéro de mobile. Ce que je sais, par contre, et que vous savez vous aussi, c'est qu'il n'a toujours pas répondu aux 16 Algériens. Peut-être ne le fera-il jamais ? Ou alors, il leur répondra lors de son 5^e mandat. Ou à titre posthume, lorsque le dernier des 16 sera mort de vieillesse et de lassitude. Lui, bien évidemment, ne pouvant mourir. Cette option étant exclue de fait, constitutionnellement. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.